



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

MONDIAL 2014 : CELUI DE LA CONTESTATION

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT-GUYANCOURT

12/06/2014

Des millions d'amateurs de foot se réjouissent depuis des mois de vivre la Coupe du monde qui va se dérouler au Brésil.

Infrastructures sportives, routières et touristiques : l'organisation de l'événement a entraîné des dépenses pharaoniques. Avec une facture d'au moins 11 milliards de dollars à la charge de l'Etat. Alors même que les autorités imposaient des coupes dans les prestations sociales et diminuaient les dépenses publiques de six milliards. Une priorité au Mondial au détriment des services publics (transports, éducation, santé), dénoncée dans la rue, dès juin 2013, par des centaines de milliers de manifestants. Depuis lors, la contestation sociale n'a pas cessé. A quelques jours du Mondial, c'est la grève pour les salaires des employés du métro de Sao Paulo qui fait la une.

Mondial et « foot spectacle » : la poule aux œufs d'or

Comme tous les sports de compétition, le foot est un énorme business, loin du plaisir du jeu qui anime encore de nombreux amateurs.

Les clubs, dont certains sont cotés en bourse, sont d'énormes machines à faire du fric, gérées par leurs actionnaires comme des firmes capitalistes. Avec un soutien massif des pouvoirs publics. Les joueurs sont des produits humains qu'on achète et qu'on vend à coup de millions. Quant à la Coupe du Monde, c'est la poule aux œufs d'or pour la Fifa et ses partenaires : marques de vêtements, de boissons, de voitures ... et un pactole pour les grands groupes du BTP.

La Coupe est pleine

Le Mondial au Brésil, c'est la vitrine. Mais il y a aussi l'envers du décor : des inégalités immenses, des centaines de milliers de paysans sans terre, d'énormes bidonvilles dans toutes les grandes villes, des millions de gens sans accès aux services publics de base. Sans compter le fléau de la corruption.

Le Brésil organise le Mondial. Mais à quel prix ? Des dépenses qui vont endetter les collectivités publiques : une facture à la charge de la population. Les enfants des rues délogés manu militari des beaux quartiers. Des dizaines de milliers de gens pauvres des « favelas » chassés de chez eux, sous prétexte de restructuration urbaine. Et les forces de police pour briser toute velléité de résistance sociale



En Europe comme au Brésil, refusons le piège du «sport-spectacle»

De la religion, Karl Marx disait qu'elle était l'opium du peuple. Une drogue pour tenter de faire oublier les difficultés de la vie. Aujourd'hui, ceux qui nous gouvernent s'apprêtent à nous refaire le coup de l'union sacrée autour de « nos sportifs », de « notre équipe nationale », pour faire passer la pilule de l'austérité et du chômage qui s'accroît. Pour eux, quoi de mieux que la consommation à haute dose du spectacle sportif pour nous anesthésier. Il y a peu de temps, Platini demandait aux brésiliens de « ne pas gâcher la fête » par leurs mobilisations sociales. Un appel à la trêve refusé par les employés du métro de Sao Paulo et d'autres. En France, au même moment, ce sont les cheminots qui entament une grève reconductible contre le projet gouvernemental de réforme ferroviaire. De Sao Paulo à Paris et ailleurs, n'est-il pas temps de mettre en route un « Mondial de la Contestation Sociale ? »

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



BILLIG THE KID, THE END

Billig avait pour mission la restructuration de l'ingénierie en scindant les directions et en externalisant tout ce qui n'était pas « cœur de métier ». Il s'était déjà fait la main chez EADS, où il avait créé une filiale, *Cassidian-Tests & Services*, qu'il a ensuite cherché à revendre à une société indienne (bulletin NPA du 27/06/2013). Son sale boulot terminé chez Renault, Ghosn a mis fin à son contrat. Personne ne pleurera sur son sort. Car ce mercenaire n'a pas eu d'états d'âme pour préparer les 7500 suppressions d'emplois prévues dans l'accord compétitivité : « nous réfléchissons en termes de métiers, pas de collaborateurs » (l'Usine Nouvelle du 06/03/2014). En rajoutant : « nous ne communiquerons le chiffre des départs qu'une fois le plan achevé ». Personne ne sait s'il sera comptabilisé dans ces départs. Ni s'il ira rejoindre son ex-collègue Tavarès pour continuer à servir (ou plutôt sévir) chez PSA.

OPEN FORUM:NUMERO DE CIRQUE DES 2 NUMERO 2

Stoll et Bolloré ont fait passer leur message de culpabilisation à l'open forum du 5 juin sur la qualité. Directeurs délégués respectivement « à la performance » et « à la compétitivité », on comprend tout de suite que seuls ces deux termes intéressent les actionnaires et que la qualité n'est qu'un prétexte. Aux nombreuses questions et interventions qui posaient le problème de la pression et de la désorganisation sur la qualité, ils n'ont pu faire que ce constat, qui n'est pas un scoop : la situation est « grave ». Mais là, pas de raffi-stollage possible sur les délais et les coûts : ce serait à nous, les salariés, de changer de « comportement » envers la clientèle ! Et tant pis pour celles et ceux qui pensent que chacun(e) d'entre nous a malgré tout à cœur de bien faire son travail. Le seul sujet que Stoll et Bolloré n'ont pas abordé, bien sûr, c'est la dégradation de la qualité de nos conditions de travail. Alors « coupables » sûrement pas, « responsables », encore moins !

TRAITE DE LIBRE ECHANGE TRANSATLANTIQUE : (TAFTA) : MOBILISATION GENERALE !

La justice américaine menace BNP-Paribas de 10 milliards de \$ d'amende pour « violation de l'embargo américain » sur l'Iran et Cuba. La BNP s'inquiète moins de cette amende, qui ne représente qu'un peu plus que son bénéfice annuel, que Michel Sapin, ministre de l'économie. En bon défenseur des banquiers français, il a déclaré que cela « pourrait affecter les discussions en cours sur le traité de libre échange ». Ce super traité, négocié en secret, prétend imposer la suprématie des multinationales, qui pourront attaquer en justice tout Etat qui ne se plierait pas aux normes du libéralisme. Ainsi, tous les droits fondamentaux tels le droit du travail ou la sécurité alimentaire seront déclarés illégaux s'ils sont jugés contraires à la liberté des capitalistes à faire du profit. Alors ce n'est pas en défendant « nos entreprises françaises » qu'on fera échouer ce traité. C'est par la mobilisation qui monte des 2 côtés de l'Atlantique et qui inquiète nos gouvernants.

SNCF : NON A LA CASSE, OUI AU SERVICE PUBLIC

La « réforme ferroviaire » prétend réunir à nouveau la SNCF et Réseau Ferré de France, séparés en 1997 par Jospin, ministre PCF de Jospin. Sous ce faux prétexte se profile un éclatement de la SNCF, avec une structure complexe imbriquant 3 établissements différents. La libéralisation du rail à l'échelle de l'Union Européenne veut mettre fin aux monopoles publics, au mépris des usagers. La SNCF et le gouvernement veulent aligner les conditions de travail des 155000 cheminots du public sur celles des 3000 du privé : jours de repos supprimés, amplitudes horaires plus étendues et plus flexibles ... Un air de déjà vu chez Renault. Moins d'un an après la catastrophe de Brétigny, les syndicats de la SNCF ont lancé depuis hier une grève nationale reconductible contre cette réforme et pour un véritable service public ferroviaire. Soutenir les cheminots en grève, c'est aussi défendre le droit des usagers que nous sommes à des transports publics de qualité.



**Non au pacte de
responsabilité
Pas touche à la sécu!**

GRAND NETTOYAGE CHEZ PEI

L'acharnement anti-social de la direction de PEI, qui a abouti le mois dernier au licenciement de 2 représentants des salariés de cette société sur le site de Lardy, se poursuit à Guyancourt. Pas sous les mêmes formes, mais avec les mêmes méthodes. PEI a confié à un chefaillon, promu à cet effet, la tâche de se débarrasser des « gêneurs ». Et pour les remplacer il a carte blanche pour recruter directement parmi ses proches. Renault s'en lave les mains et ferme les yeux. Mais les grévistes de PEI sont venus nous rappeler, par tracts et collectes au Technocentre, que leur combat pour la dignité et de meilleures conditions de travail, c'est aussi le nôtre.

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons effectués en 2014 ouvrent droit pour 2015 à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant.

Chèque : à l'ordre de « NPA souscription » à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription

Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009

Bulletin NPA Technocentre Renault - Guyancourt

12 juin 2014